

<https://www.elcorreo.eu.org/Expulser-l-Etat-de-l-Etat>

# Expulser l'État de l'État

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 13 mai 2024

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Dans la tradition marxiste, il existe trois types de besoins : les besoins naturels individuels, qui sont les moyens de survie biologique ; les besoins sociaux, ou les moyens d'une existence pleine au sens éthique ; et les besoins économiques, les moyens nécessaires des individus pour soutenir la logique du capitalisme (A. Heller, *La teoria dei bisogni in Marx*, 1975). Depuis le 10 décembre, le pouvoir du gouvernement s'est engagé à toucher les besoins individuels et sociaux pour soutenir les besoins économiques ; qui sont également typiques de la criminalité des puissants (V. Ruggiero, *Perché i potentidelinquono*, 2015). Les besoins économiques reposent sur une logique : il faut s'approprier les ressources avant qu'elles ne se détériorent, avant qu'elles ne pourrissent. *Gâcher/pourrir* a ici ce sens : avant que les forces populaires ne gouvernent à nouveau.

Il semblerait qu'en Argentine nous soyons moins enclins à la conception économique de l'école autrichienne qu'à la conception politique de John Locke. Dans le monde visionnaire du philosophe anglais, il y avait l'idée que l'initiative économique a une origine divine et que si les fruits que la nature nous offre ne sont pas privatisés, ils pourrissent. On peut donc en déduire que la richesse accumulée par un peuple – synthétisée dans l'État – peut être considérée comme une richesse gaspillée, en voie de putréfaction, si elle n'est pas privatisée. Un État privatisé est un État privatif, qui cause des privations à la grande majorité, qui pille les êtres humains pour se garantir le pouvoir de se perpétuer et de s'étendre, et qui répond aux besoins économiques du marché et à ceux des classes qui le *peuvent*, nationalement et internationalement.

La privatisation de l'État implique une affirmation nécessaire : le déclarer « association de malfaiteurs ». Et voici une question des plus pertinentes : le fascisme criminalise l'État pour se décriminaliser. Il modifie le droit pour s'affirmer. Cet élan nécessite un appareil de propagande, des « co-auteurs » chargés de forger des normes moralement valables. Cet appareil est constitué de médias monopolistiques et de réseaux sociaux.

Depuis le 10 décembre, une fureur contre l'État s'est propagée au sein de l'État. Lors du forum IEFA Latam (fin mars 2024), le président a parlé lentement et avec apathie. Derrière son ton on décèle la présence d'une colère permanente dirigée contre l'État et ses travailleurs. Quelque chose de sombre, voire de sinistre, réside dans toute sa silhouette. Cette fureur est animée par un langage économique qui traduit toute aspiration en désir prédateur et est entretenue par la faillite morale de la pensée économique. Ce langage véhicule des nouvelles tragiques pour les classes populaires et pourtant, souvent, un sourire malade reste fixé sur le visage qui porte ce langage, comme s'il s'agissait d'un masque. Ses discours économiques sont totalement incompréhensibles pour la majorité, même pour les secteurs instruits, mais ils sont conçus pour attirer les capitaux, le monde des affaires et l'appareil du pouvoir (il)légal. Pour ainsi dire : il donne des leçons sur la manière de s'adresser aux masses en l'absence -momentanée- de dirigeants populaires. La « vérité scientifique » de sa pensée économique vise à humilier les opinions dissidentes, à éviter la confrontation et à émettre des jugements sans appel.

Criminaliser l'État pour le privatiser implique d'expulser l'État de l'État. Cette prière a plusieurs dimensions. Cela signifie de l'État ses propres travailleurs. Le travailleur licencié affecte le sens du travail, c'est une famille précaire, une institution vidée, un élément civilisationnel détruit. Tous les modes d'une civilisation vibrent dans la culture du travail. Affecter le travail nuit à la civilisation elle-même. Expulser l'État de l'État, c'est aussi expulser les normes qui peuvent réguler et entraver la voracité du marché. Cela implique également d'expulser le sens civique (social) de la communauté parce qu'elle adhère progressivement aux règles du marché. Un État de marché implique une société de marché qui, en d'autres termes, équivaut à un agrégat dégradé d'individus dont les obligations morales et le sens civique sont dégradés et effacés. La colonisation de l'État avec la logique du marché transforme l'État en une machine de torture pour sa société - c'est précisément pour cette raison qu'un sentiment dominant qui circule dans son propre domaine est *la peur* -, « elle modifie l'attitude des gens et expulse l'engagement moral et civique ». (M. J. Sandel, *What money can't buy. The moral limits of markets*, 2013). La logique du marché portée à l'État détériore l'esprit de solidarité et d'altruisme, la générosité, le devoir civique, la condition sociale et la société elle-même, car elle affecte les liens qui s'organisent autour du don, de la réciprocité qui n'attend pas immédiatement quelque chose en retour. Les marchés ne favorisent pas les liens entre égaux et ne peuvent donc pas être présentés comme des

sphères d'action humaine dans lesquelles prévaut le principe de liberté. Ils ne s'organisent pas autour du principe de mutualité ou de réciprocité qui lie les individus de telle sorte que la liberté de l'un conditionne celle de l'autre. Sans un sens préalable de solidarité, qui exige autre chose que le respect des règles du marché, « les opportunités offertes par le marché peuvent être utilisées pour tromper les autres, les exploiter et accumuler » (A. Honneth, *Freedom's right. The social foundations of democratic life*, 2014).

## Marché et valeur

« L'histoire de la pensée économique passe par d'innombrables étapes qui conduisent à un modèle d'humanité dépourvu d'intentions altruistes et de sentiments moraux » (V. Ruggiero, *Perché i potenti delinquono*, 2015). Cela peut être reformulé en disant que les marchés se situent dans l'antithèse des communautés humaines. Cette affirmation peut être considérée comme vraie, surtout si l'on réfléchit à la réalité à laquelle nous sommes confrontés et, aussi, si l'on accepte l'idée du marché en tant que forme culturelle ancienne. En tant qu'expression culturelle, elle a ouvert les portes et les imaginaires de civilisations lointaines et inaccessibles. Les échanges commerciaux des frères Polo le long du marché de la *Route de la Soie*, par exemple, ont fait de Marco Polo un responsable du renseignement à la cour de [Kublai Khan](#) et ont établi un lien entre l'Est et l'Ouest. Nous pouvons vérifier l'idée du marché en tant que culture en parcourant n'importe quel vieux marché européen, par la ville de *La Paz* ou par *La Salada*. Le marché comme culture : espace physique et conceptuel habité par des sujets qui réalisent des actions coopératives, des échanges plus ou moins avantageux et des accords économiques. Montesquieu, dans « [De l'Esprit des lois](#) » (Traité de théorie politique et de droit comparé publié en 1748) a théorisé la doctrine du *doux commerce*. Il imaginait le commerce sur le marché comme une activité qui *affine et civilise* l'être humain puisqu'il l'éloigne des barbares et donc des actes de violence. Dans cette perspective, échanger des biens est une passion sereine qui ne peut et ne doit pas affecter des sentiments tels que la solidarité ou la bienveillance.

Depuis la chute du mur de Berlin - une idée qui résiste encore en Amérique latine : avec Cuba, le Venezuela et la Colombie principalement - le capital, par définition insatiable, impose durement d'autres valeurs, contraires à la fraternité, à la [sororité](#), à la solidarité, à l'égalité, à la bienveillance. Ces valeurs, qui en réalité sont des sombres passions, et qui peuvent même être considérées comme des péchés, sont l'accumulation obstinée, l'amour du profit illimité, l'avidité effrénée. Elles peuvent également être considérées comme des excès (être en difficulté), des profits (ambition) et de la gloire (exhibitionnisme obscène de la richesse). Ces valeurs ont de plus en plus d'impact sur les sensibilités collectives du monde occidental. Cela signifie que les passions au dramatisme dense (passions destructrices) sont devenues *acceptables* pour de larges secteurs sociaux. Elles sont devenues « honorables ». Les passions des puissants, acceptées par ceux qui ne le sont pas : les classes populaires, les secteurs populaires.

Lorsque ces passions sont opérationnelles économiquement ou politiquement, elles provoquent des dommages qui affectent des secteurs importants d'une société, des classes sociales entières, une société dans son ensemble, un pays, un continent ou le monde. Le mot « mondialisation » indique cette aspiration du capital : convertir une manière d'être en êtres d'une (unique) manière. Ces passions, contrairement à celles du marché en tant que forme culturelle ancienne, si elles sont opérationnelles, sont destructrices. Ces mêmes passions sont amplifiées lorsqu'il existe un contrôle totalitaire des médias de propagande orale et écrite : réseaux antisociaux et médias monopolistiques. Ces mêmes passions destructrices peuvent être tempérées par la création d'un État. Pour un État singulier qui peut être décrit, selon les cas, comme national et populaire, démocrate-dissident ou révolutionnaire. Dans ces cas, l'État s'oppose au pouvoir des puissants, qui est celui du marché, pour transformer son fonctionnement en actions civilisatrices : positives, constructives pour la grande majorité : « la concupiscence peut être gérée et agencée de telle manière qu'elle favorise un ordre social parfait, la fragilité humaine et la cupidité transformées en leur contraire : prospérité et générosité » (V. Ruggiero, *Perché i potenti delinquono*, 2015). Pour cette raison, la mondialisation de l'économie, combinée au fascisme, annonce une nouvelle phase de privatisation : celle de l'État – national et populaire en Argentine –, de sorte que les passions destructrices aient un effet totalisateur.

# Réexistence

L'action de nier ce pouvoir doit être la nôtre, le domaine national et populaire. Et le déni peut se réaliser à travers l'idée, l'action, la lutte et le travail, afin qu'une nouvelle réalité politique puisse émerger en Argentine.

Ils ne peuvent pas affecter l'idée d'égalité, le langage fasciste n'a pas pu le faire parce qu'il ne peut pas saisir ce mot, parce qu'ils ont considérablement accéléré la polarisation des richesses et ont porté l'inégalité matérielle aux niveaux effroyables de notre époque. C'est pour cette raison que la Résistance au fascisme trouve son point central d'accumulation, d'organisation et de déploiement dans l'idée d'égalité. S'il est vrai - comme le souligne Aristote dans *l'Éthique à Nicomaque* - que toute vertu doit être cultivée par la pratique et qu'alors nous devenons justes en pratiquant la justice, tempérés en adoptant un comportement modéré, courageux en agissant avec courage, de manière homologue, nous devenons égaux en pratiquant des actes d'égalité.

Rocco Carbone\* pour [La Tecl@Eñe](#)

[La Tecl@Eñe](#). Buenos Aires, le 5 avril 2024.

\***Rocco Carbone** (1975) est un philosophe et analyste politique italien, naturalisé argentin. Il vit à Buenos Aires. Il s'intéresse à la théorie du pouvoir mafieux, à la philosophie de la culture, aux discours et aux processus politiques et culturels en Amérique latine. CONICET.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 12 mai 2024.

Cette <spanxmlns:dct="http://purl.org/dc/terms/" href="http://purl.org/dc/dcmitype/Text" rel="dct:type">création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org)